



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

TRAVAIL ET PARTAGE – ARMÉE DU SALUT

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 60, rue des Frères Flavien

75020 PARIS

SIRET : 391 272 762 00033

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



TRAVAIL ET PARTAGE – ARMÉE DU SALUT

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 60, rue des Frères Flavien
75020 PARIS
SIRET : 391 272 762 00033

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association **TRAVAIL ET PARTAGE – ARMÉE DU SALUT**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **TRAVAIL ET PARTAGE – ARMÉE DU SALUT** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 17 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Jean-Yves MACE

✓ Certified by  yousign

Jean-Yves MACÉ

I - Bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 – Actif

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	7 238	7 215	23	54
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	4 975	1 837	3 138	3 681
Autres immobilisations corporelles	51 614	44 656	6 958	8 467
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
TOTAL I	63 827	53 708	10 119	12 202
Actif circulant		0	0	0
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	241 062		241 062	264 685
Autres créances	145 172	111 192	33 980	90 055
Disponibilités	153 693		153 693	198 283
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	539 927	111 192	428 735	553 023
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	603 754	164 900	438 853	565 224

Bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2023 – Passif

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Autres réserves	74 995	74 995
Report à nouveau	14 814	73 961
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	14 814	73 961
Excédent ou déficit de l'exercice	32 088	-59 147
Situation nette (sous total)	121 897	89 809
Subventions d'investissement	48	187
TOTAL I	121 945	89 995
FONDS REPORTES ET DEDIES		
TOTAL II		
PROVISIONS		
TOTAL III		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 945	133 819
Dettes fiscales et sociales	186 874	238 109
Autres dettes	104 089	103 300
TOTAL IV	316 908	475 228
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	438 853	565 224

II - Compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestation de service	1 359 849	1 071 927
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	292 412	197 885
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	32 909	24 751
TOTAL I	1 685 170	1 294 563
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	67	48
Autres achats et charges externes	184 983	136 545
Impôts, taxes et versements assimilés	28 309	15 631
Salaires et traitements	1 094 849	912 018
Charges sociales	246 933	225 183
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	60 821	56 252
Report en fonds dédiés		
Autres Charges	26 078	8 019
TOTAL II	1 642 040	1 353 697
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	43 130	-59 134
PRODUITS FINANCIERS		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
TOTAL IV		
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	0	0
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	43 130	-59 134
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	455	
Sur opérations en capital	139	169
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	594	169
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	48	
Sur opérations en capital		182
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	48	182
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	546	-13
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	11 588	0
Total des produits (I+III+V)	1 685 764	1 294 732
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 653 676	1 353 879
EXCEDENT OU DEFICIT	32 088	-59 147
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		4 349
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	4 349
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		4 349
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	4 349

III -Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos 31 décembre 2024

Présentation de l'Association Travail et Partage

L'association intermédiaire Travail & Partage existe depuis 1993 en tant que SIAE. Implantée dans le 13^{ème} arrondissement, elle exerce son activité sur tout Paris.

Elle porte, depuis 2021, 2 activités, une Association Intermédiaire (AI), activité historique de Travail & Partage et une Entreprise d'Insertion (EI) créée en octobre 2021.

L'Association Intermédiaire (AI) accompagne plus de **120 salariés** en parcours d'insertion sur une année et les met à disposition d'utilisateurs que sont les personnes morales comme les associations, les entreprises, les pouvoirs publics, les collectivités, ou des personnes physiques comme les particuliers, pour un total de plus de **40 000 heures** de travail en 2024. Historiquement positionnée dans le champ des emplois familiaux, l'AI de Travail & Partage a diversifié son activité depuis 2016 pour aujourd'hui intervenir auprès d'utilisateurs sur pratiquement tous les secteurs d'activité.

"Les associations intermédiaires (AI) sont des associations conventionnées par l'État ayant pour objet l'embauche des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, en vue de faciliter leur insertion professionnelle en les mettant à titre onéreux à disposition de personnes physiques ou de personnes morales. L'association intermédiaire assure l'accueil des personnes ainsi que le suivi et l'accompagnement de ses salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable. ».

L'Entreprise d'Insertion (EI) a démarré en octobre 2021 avec 4 salariés en insertion, en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) et une chef d'équipe. En 2024, avec **14 salariés, 15 000 heures travaillées et 2 chefs d'équipe**, l'EI propose une offre de prestations de services dans le secteur du nettoyage biologique et a diversifié ses activités dans le domaine du BTP (maintenance, rénovation, travaux de peinture...) et de l'entretien des espaces verts.

Faits Majeurs de l'exercice

L'activité de Travail et Partage s'est considérablement développée grâce à l'Entreprise d'Insertion qui a multiplié le nombre de ses contrats par 10 depuis 2021 et l'Association Intermédiaire a pu bénéficier du surcroît d'activités généré par les Jeux Olympiques de Paris grâce à des contrats de mise à disposition de personnel de restauration pour Sodexo et des actions de « papillonnage » dans les rues de Paris pour la Ville de Paris.

Cette relance se traduit par une augmentation des produits de 30% entre 2023 et 2024

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux règlements ANC n°2018-06 et n° 2020-08 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels : 5 ans
- Installations complexes : 10 ans
- Matériel : 5 et 9 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'Association

Commentaires sur les postes de l'actif

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	7 238			7 238
Immobilisations incorporelles	7 238	-	-	7 238
- Installations générales, agencements aménag. divers	900			900
Matériel de transport	6 444			6 444
- Matériel de bureau et informatique mobilier	35 836	970		36 806
- Mobilier	12 438			12 438
Immobilisations corporelles	55 618	970	-	56 588
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	62 856	970	-	63 826

Amortissement des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	7 184	31		7 215
Immobilisations incorporelles	7 184	31	-	7 215
- Installations générales, agencements aménag. divers	276	90		366
Matériel de transport	468	1 611		2 079
- Matériel de bureau et informatique mobilier	32 749	578		33 327
- Mobilier	9 979	742		10 721
Immobilisations corporelles	43 472	3 021	-	46 493
AMORTISSEMENTS	50 656	3 052	-	53 708

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 385 461 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	240 789	240 789	
Autres	145 172	145 172	
Charges constatées d'avance	-	-	
Total	385 961	385 961	-

Commentaires sur les postes du passif

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Réserves	74 995				74 995
Report à nouveau	73 962	- 59 147			14 815
Excédent ou déficit de l'exercice	- 59 147	59 147	32 088		32 088
Situation nette	89 810	-	32 088	-	121 897
Subventions d'investissement	186			139	47
TOTAL	89 996	-	32 088	139	121 945

Tableau des subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL Montant nominal	1 734		1 686	48
TOTAL Quotes-parts virées au résultat	1 547	139	1 686	-

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur des immobilisations acquises ou créées au moyen de ces subventions.

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 316 098€ et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 945	25 945		
Dettes fiscales et sociales	186 874	186 874		
Autres dettes (**)	104 089	4 089	100 000	
TOTAL	316 908	216 908	100 000	-

L'échéance à plus d'un an correspond à l'avance de trésorerie faite par la fondation de l'Armée du Salut.

Commentaires sur le compte de résultat

Les produits

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestation de service	1 359 849	1 071 927
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	292 412	197 885
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	32 909	24 751
TOTAL I	1 685 170	1 294 563

La variation des produits d'exploitation entre 2023 et 2024 de + 390 607 s'explique par l'augmentation de l'activité sur l'association intermédiaire (Dispositif premières heures) Les produits d'exploitation 2024 augmentent de 30% par rapport à 2023

Les charges

CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	67	48
Autres achats et charges externes	184 983	136 545
Impôts, taxes et versements assimilés	28 309	15 631
Salaires et traitements	1 094 849	912 018
Charges sociales	246 933	225 183
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	60 821	56 252
Report en fonds dédiés		
Autres Charges	26 078	8 019
TOTAL II	1 642 040	1 353 697

Les charges d'exploitation présentent une augmentation à hauteur de 288 343€ principalement dû à l'augmentation du nombre de salariés dans le cadre de la relance d'activité tant sur l'entreprise d'insertion que sur l'association intermédiaire.

L'association a fait également le choix compte tenu de l'accroissement fort de l'activité d'attribuer une prime d'un montant équivalent à la prime SEGUR à l'ensemble des salariés permanents à effet rétroactif au 01.01.2024.

IV- Informations spécifiques

Informations sur les dirigeants

Rémunération allouée aux dirigeants : 119 240,24€

V- Rapport des Commissaires aux Comptes